

Résumé des positions des candidats à l'élection présidentielle issus des principales formations politiques

\ Candidats Thèmes \	F. Bayrou (UDF)	M.-G. Buffet (PCF)	J.-M. Le Pen (FN)
Relance constitutionnelle (contenu, méthode)	<ul style="list-style-type: none"> • nécessité de simplifier le texte et d'en limiter le contenu aux principes et aux règles concernant les institutions et les compétences; texte contiendrait une clause de « rendez-vous » permettant de réviser régulièrement la répartition des compétences entre l'UE et les États membres • rédaction de ce nouveau texte (« loi fondamentale ») par une « conférence intergouvernementale + » • texte adopté par référendum le jour des élections européennes en juin 2009. • favorable à une construction future de l'Europe sur la base de cercles concentriques (« une fédération dans la confédération »): 1) une Europe politique fortement intégrée, construite autour de l'Eurogroupe mais ouverte aux autres pays 2) une Europe large, fondée sur le libre-échange, l'harmonisation juridique et sur les valeurs démocratiques • Maintien de Strasbourg comme capitale parlementaire de l'UE 	<ul style="list-style-type: none"> • engager l'adoption d'un « nouveau traité fondateur de l'Union » affranchi du dogme néolibéral, à compter du 2^e semestre 2008 • processus d'élaboration en 3 étapes: 1) mandat donné à la Commission d'organiser un débat à l'échelle européenne pour un nouveau traité 2) élaboration assurée par une conférence intergouvernementale, en étroite collaboration avec les organisations syndicales et sociales des États membres, ainsi qu'avec le Parlement européen et les parlements nationaux 3) ratification par voie de référendum • refuser toute procédure de relance constitutionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> • dénoncer les traités existant et proposer aux partenaires européens l'établissement d'une « Europe des Nations » fonctionnant sur les principes de coopération en matière diplomatique, migratoire, policière, écologique et industrielle; à défaut d'intérêt de leur part, organisation d'un référendum sur le maintien de la France dans l'UE • insertion dans la constitution française d'une nouvelle disposition imposant de consulter les Français pour toute modification des traités européens
Gouvernance économique	<ul style="list-style-type: none"> • opposition à une extension des missions de la BCE • nécessité de disposer, avec la monnaie unique, de politiques budgétaires et fiscales nationales qui soient moins différentes • développer les échanges entre la BCE et l'Eurogroupe (ce qui pourrait donner lieu à une disposition constitutionnelle) • institutionnalisation de l'Eurogroupe afin d'améliorer la conduite de la politique de change, l'harmonisation des politiques économiques et fiscales nationales 	<ul style="list-style-type: none"> • modifier le rôle et les missions de la BCE, placée sous le contrôle du Parlement européen • remplacer le Pacte de stabilité et de croissance par un <i>Pacte de progrès social et solidaire de l'UE</i> 	<ul style="list-style-type: none"> • demander une réforme des statuts de la BCE pour qu'elle encourage le plein emploi; en cas de refus des partenaires européens, sortie de la France de l'union monétaire • rejet du Pacte de stabilité et de croissance pour pouvoir investir dans les services publics
Régulation de la mondialisation	<ul style="list-style-type: none"> • obtenir la réciprocité dans les négociations commerciales • imposer le respect des règles écologiques, sociales • lutter contre le dumping monétaire (ie. politique de sous-évaluation) 	<ul style="list-style-type: none"> • créer un droit de moratoire des salariés pour trouver des solutions alternatives aux décisions de délocalisation • application d'une taxe pénalisante sur les produits importés dans l'UE des entreprises s'étant délocalisées • obligation pour les entreprises qui délocalisent de rembourser les aides publiques 	<ul style="list-style-type: none"> • rétablir les frontières de la France au sein de l'UE • supprimer la compétence de la Commission pour négocier les accords commerciaux ou les accords au sein de l'OMC • rétablir la préférence communautaire à travers la mise en place de quotas, de taxes d'effet équivalent, de droits de douane remboursables,... à l'encontre des produits importés depuis les pays tiers • définir comme « européens » les produits intégrant au moins 50% de composants fabriqués sur le territoire d'un État membre
Marché intérieur/ Politique industrielle/Fiscalité	<ul style="list-style-type: none"> • établir pour chaque type d'impôt des règles d'assiette communes et des fourchettes de taux communes (avec un minimum et un maximum); débiter avec l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés • TVA doit rester de la compétence nationale • Imposer une fiscalité écologique pour réduire les distorsions de concurrence (et créer une ressource budgétaire commune aux pays de la zone euro) • relancer la stratégie de Lisbonne 	<ul style="list-style-type: none"> • harmoniser la fiscalité • supprimer toutes les directives de « libéralisation » • exclure les services publics des domaines soumis aux règles de la concurrence • dénonciation de l'Accord général sur le Commerce des Services • refinancement d'Airbus par la BCE • remise en cause de l'Agenda de Lisbonne 	<ul style="list-style-type: none"> • simplifier les mécanismes de TVA intracommunautaire pour les entreprises

Résumé des positions des candidats à l'élection présidentielle issus des principales formations politiques

Candidats Thèmes \	S. Royal (PS)	N. Sarkozy (UMP)	D. Voynet (Les Verts)
Relance constitutionnelle (contenu, méthode)	<ul style="list-style-type: none"> laisser, dans un premier temps, l'Europe faire ses preuves, cf. baisse du chômage, lutte contre les délocalisations,... adoption d'un nouveau traité comprenant un volet social, ratifié par référendum processus en 5 étapes: <ol style="list-style-type: none"> vaste consultation lancée par la présidence allemande état des lieux établi lors des 50 ans du traité de Rome poursuite des consultations et synthèse sous les présidences portugaise et slovène lancement d'une convention sur un nouveau traité sous présidence française texte soumis à ratification le même jour dans tous les États membres (lors des élections européennes de juin 2009), conformément à leurs règles constitutionnelles rendre au couple franco-allemand sa force d'initiative 	<ul style="list-style-type: none"> processus en 3 étapes: <ol style="list-style-type: none"> mise en œuvre des améliorations ne nécessitant pas de réformes des traités dès 2006 négociation et ratification par voie parlementaire d'ici la fin 2008 d'un « traité simplifié » ou « mini-traité » contenant les principales réformes institutionnelles de la Constitution adoption d'un nouveau traité (« loi fondamentale ») portant sur les « grandes » questions (frontières, financement, politiques) par une Convention à partir de 2009. responsabilité de la relance: principalement, mais pas exclusivement, le couple franco-allemand favorable à ce que les « 6 grands » assument une responsabilité spécifique et informelle dans la préparation des sessions du Conseil 	<ul style="list-style-type: none"> adopter un nouveau traité garantissant les droits de tous les Européens, organisant l'harmonisation sociale et fiscale et démocratisant les institutions européennes ratification du texte par référendum, le même jour dans tous les États membres création d'un poste de ministre européen des affaires étrangères institutionnalisation des euro-régions et développement de la coopération interrégionale transfrontière
Gouvernance économique	<ul style="list-style-type: none"> réformer les statuts de la BCE en lui fixant comme objectif la poursuite de la croissance et pas seulement de la maîtrise de l'inflation mieux coordonner les politiques économiques et instaurer un pilotage macroéconomique par l'Eurogroupe lancer le débat sur la réforme du Pacte de stabilité et de croissance: exclure du calcul du déficit les dépenses publiques en faveur de la R&D 	<ul style="list-style-type: none"> rediscuter les statuts et les objectifs de la BCE créer un dialogue entre les gouvernements et la BCE où la monnaie serait « un instrument de la politique économique au service de la croissance et de l'emploi » créer un véritable gouvernement économique qui doit avoir « son mot à dire » sur la politique monétaire et la politique de change réévaluation de l'euro 	<ul style="list-style-type: none"> revenir sur l'indépendance de la BCE afin de la soumettre à un gouvernement économique européen sortir des critères d'endettement les investissements réalisés en faveur de la diminution de l'empreinte écologique mutualiser à l'échelle européenne les réserves en or des banques centrales nationales alléger la dette publique des États en permettant leur refinancement par des emprunts publics couverts par la BEI et la BERD
Régulation de la mondialisation	<ul style="list-style-type: none"> imposer aux produits importés dans l'UE le respect de critères sociaux et environnementaux assouplir l'application des règles de la concurrence pour aider à la constitution de « champions européens » renforcement du tarif extérieur commun pour protéger l'industrie européenne supprimer les aides européennes aux entreprises qui « délocalisent » au sein de l'espace européen 	<ul style="list-style-type: none"> instaurer la préférence communautaire assouplir les règles de la concurrence pour permettre l'apparition de « champions européens » imposer la réciprocité dans les négociations commerciales mise en œuvre d'un <i>Trade adjustment Act (a)</i> « à l'européenne » 	<ul style="list-style-type: none"> réserver l'accès au marché intérieur aux biens et services qui respectent au minimum les conventions de l'OIT dans leur phase de production et de transport attribution des aides publiques aux entreprises situés dans les territoires en difficulté lancer un « Plan Marshall » à destination des nouveaux pays membres avec des fonds structurels renforcés
Marché intérieur/ Politique industrielle/Fiscalité	<ul style="list-style-type: none"> instaurer des taux-planchers en matière d'impôt sur les sociétés adopter une directive-cadre sur les services publics ne plus gérer les dossiers industriels européens sous le seul angle de la concurrence 	<ul style="list-style-type: none"> harmonisation de l'impôt sur les sociétés ouvrir la commande publique aux PME refuser la sanction de l'abus de position dominante au profit de la sanction de l'« abus avéré » suspendre les aides des fonds structurels pour les pays pratiquant le dumping fiscal, social ou environnemental mettre en œuvre la stratégie de Lisbonne 	<ul style="list-style-type: none"> harmonisation fiscale (sur le gazole), via le cas échéant une coopération renforcée instaurer la taxe « Tobin » aux échanges intra-communautaires TVA majorée à 33,3% pour les produits de luxe et les véhicules de grosses cylindrés politique industrielle à gérer au niveau de l'UE en ce qui concerne la maîtrise et la gestion des ressources naturelles non-renouvelables

(a) Le Trade Adjustment Assistance (TAA) Act est un programme du gouvernement fédéral des États-Unis qui a pour objet d'aider au retour vers le marché de l'emploi des travailleurs ayant perdu leur emploi ou dont le temps de travail et/ou le niveau de rémunération a diminué, en raison d'une augmentation des produits importés. Dans le cadre de ce programme, les personnes concernées bénéficient d'une allocation, et de divers services de formation les aidant à retrouver un emploi convenable. Instauré en 1974, ce dispositif a été révisé pour la dernière fois en 2002. Voir: Secrétariat d'État au Travail, Quick Reference Guide for TAA, 2003. Disponible sur: <http://www.doleta.gov/tradeact/pdf/QuickRefGuide.pdf>

\ Candidats Thèmes \	E. Bayrou (UDF)	M.-G. Buffet (PCF)	J.-M. Le Pen (FN)
Recherche & Innovation	<ul style="list-style-type: none"> • développer une politique de recherche et d'innovation européenne, concentrée sur les nouvelles technologies 		
Politique sociale		<ul style="list-style-type: none"> • dresser un état des lieux de tous les textes européens, y inclus la jurisprudence, qui fondent l'Europe libérale • harmoniser par le haut les niveaux de protection sociale (santé, retraites,...) • légalisation de l'IVG dans tous les pays de l'UE • réaffirmer l'égalité homme-femme, cf. adopter législation contre les violences faites aux femmes 	
Budget de l'UE	<ul style="list-style-type: none"> • créer une écotaxe comme nouvelle ressource propre (concernant les pays de l'Eurogroupe) 	<ul style="list-style-type: none"> • mobiliser les instruments financiers de l'UE pour des politiques industrielle, agricole, de recherche, de l'énergie répondant aux enjeux sociaux et environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> • plafonner le montant des contributions versées par les pays contributeurs nets au budget de l'UE • rejet de tout impôt européen affecté au budget de l'UE • redonner au Conseil le dernier mot pour l'établissement du budget quelle que soit la nature des dépenses
PAC/Pêche	<ul style="list-style-type: none"> • fonder la PAC non plus sur les subventions mais sur les prix et veiller à une triple exigence: sécurité des approvisionnements en produits sains, protection de l'environnement, maintien d'un tissu dense d'agriculteurs • développer la recherche en faveur des biocarburants • augmenter la contribution des États membres 	<ul style="list-style-type: none"> • instaurer des prix minimums garantis pour toutes les productions 	<ul style="list-style-type: none"> • refus de toute baisse des crédits budgétaires attribués à la PAC
Environnement/ Énergie/Transport	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité d'une politique concertée en matière d'environnement, visant notamment à préserver la biodiversité • Nécessité de bâtir une politique énergétique européenne 	<ul style="list-style-type: none"> • créer une Europe publique de l'énergie pour assurer la sécurité des approvisionnements, diversifier les sources d'énergie et soutenir la recherche dans ce secteur • adopter une Charte de l'environnement • remise en cause des « droits à polluer » • favoriser les modes de transport plus respectueux de l'environnement 	

\ Candidats Thèmes \	S. Royal (PS)	N. Sarkozy (UMP)	D. Voynet (Les Verts)
Recherche & Innovation	<ul style="list-style-type: none"> • promouvoir et renforcer la logique de réseaux entre équipes de recherche • créer un statut de chercheur européen • créer une Agence européenne de financement de la recherche • création de pôles de compétitivité • augmenter les crédits budgétaires de l'UE consacrés à la R&D 	<ul style="list-style-type: none"> • augmenter les investissements en faveur de la recherche et de l'innovation industrielle (centrée sur les énergies et les technologies propres) 	<ul style="list-style-type: none"> • investir dans la recherche
Politique sociale	<ul style="list-style-type: none"> • adopter un nouveau traité comprenant un volet social, à savoir: <ul style="list-style-type: none"> - reconnaissance d'un socle de droits sociaux minimaux - revenu minimum d'insertion garanti partout - règles minimales en matière de licenciement • supprimer la possibilité de déroger au temps maximal de 48h de travail hebdomadaire • mettre en place des critères de convergence sociale 		<ul style="list-style-type: none"> • engager une harmonisation sociale par le haut • réduire le taux de chômage et le taux de pauvreté à 5% dans l'UE • doter le secteur de l'économie social d'un cadre législatif européen
Budget de l'UE	<ul style="list-style-type: none"> • augmenter le budget européen au-delà de 1% du RNB de l'UE • autoriser l'UE à emprunter auprès de la BEI • rendre prioritaire les dépenses en faveur de la R&D, du développement des réseaux transeuropéens et d'une politique industrielle promouvant les pôles de compétitivité 	<ul style="list-style-type: none"> • financer les dépenses européennes par des ressources européennes • préserver la souveraineté fiscale des États membres • établir un « budget-bis » présentant les montants budgétaires affectés par les États membres à la mise en œuvre des politiques communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> • faire de l'impôt sur les sociétés une nouvelle ressource propre du budget de l'UE (harmonisation du taux, sous réserve de taux minoré pour certains pays, à titre provisoire) • augmenter le budget de l'UE à plus de 2% du RNB de l'UE • doter l'UE d'une capacité d'emprunt
PAC/Pêche	<ul style="list-style-type: none"> • réorienter la PAC vers le soutien aux mesures agri-environnementales • garantir un prix au moins égal au prix de revient moyen • arrêt des soutiens directs et indirect aux exportations agricoles • protéger le marché agricole européen • régionaliser l'attribution des aides 	<ul style="list-style-type: none"> • dossier à rouvrir en 2008/2009 • PAC doit garantir la sécurité alimentaire de l'Europe, la sécurité sanitaire, la protection de l'environnement et un revenu décent pour les agriculteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • répartir les subventions entre les agriculteurs sur la base de critères de protection des consommateurs, de l'environnement et de l'emploi • supprimer les subventions à l'exportation • création d'un corps de gardes-côtes européens • réserver la bande des 12 milles aux techniques de pêche les moins prédatrices • reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire • interdire les OGM en France
Environnement/ Énergie/Transport	<ul style="list-style-type: none"> • lancer l'Europe des énergies renouvelables • sécuriser les approvisionnements énergétiques et diversifier les sources • nécessité de parler d'une seule voix avec les pays producteurs • programme européen d'investissement en faveur des énergies renouvelables • adopter des mesures fiscales incitatives en faveur des économies d'énergie et des énergies renouvelables • affecter part de la fiscalité sur les carburants ou péages au projet financement des réseaux transeuropéens propres (ferroutage, autoroute de la mer, Galiléo) • création d'une taxe intégrant le coût de la dégradation de l'environnement (sur les transports par route) 	<ul style="list-style-type: none"> • bâtir une politique européenne de l'énergie: préservation des réserves; engager politique de recherche sur l'hydrogène; faire progresser les techniques d'économie d'énergie; interlocuteur unique avec les pays fournisseurs • amélioration des interconnexions entre les réseaux • mise en place d'une taxe sur le carbone importé 	<ul style="list-style-type: none"> • proposer un <i>Pacte européen de stabilité climatique</i>, visant à: <ul style="list-style-type: none"> - diviser par quatre le niveau d'émission des gaz à effet de serre (horizon 2030); - atteindre 10 millions de toits solaires d'ici 2020 - couvrir les besoins énergétiques à 50% par les énergies renouvelables (horizon 2030) - réorienter les politiques de transport vers les modes les moins polluants • taxation sur le kérozène pour les vols intérieurs à l'UE (« pollutaxe ») • supprimer le traité Euratom • développer un service public ferroviaire européen

\ Candidats Thèmes \	F. Bayrou (UDF)	M.-G. Buffet (PCF)	J.-M. Le Pen (FN)
Pol. étrangère / Défense	<ul style="list-style-type: none"> adopter une démarche européenne en matière de défense mettre en place une action diplomatique concertée construction d'un 2^e porte-avions dans le cadre d'une coopération entre la France et le Royaume-Uni 	<ul style="list-style-type: none"> établir une Europe de la Défense, respectueuse des souverainetés nationales, qui soit le cadre de coopérations militaires ponctuelles, librement consenties entre les États de l'UE émanciper l'Europe de l'OTAN établir un partenariat approfondi avec la Russie, l'Ukraine et les pays du bassin méditerranéen adopter des initiatives en faveur de la paix au Moyen-Orient 	(départ de l'Eurocorps et de l'OTAN)
Justice et affaires inté- rieures	<ul style="list-style-type: none"> construire une politique commune de visas, de lutte contre l'immigration clandestine, en donnant la priorité à l'établissement d'une politique de co-développement avec les pays d'origine 		<ul style="list-style-type: none"> rétablir les contrôles aux frontières; sortir de l'Agence FRONTEX dénonciation des accords de Schengen et de toutes les dispositions attribuant des compétences à l'UE en matière de visa, de droit d'asile,... exiger des contrôles renforcés aux frontières extérieures de l'UE refuser la coopération policière et judiciaire au sein d'Europol et d'Eurojust, au profit d'Interpol,
Citoyenneté / Vie démocratique	<ul style="list-style-type: none"> ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires 	<ul style="list-style-type: none"> mode de scrutin des élections pour les élections européennes: scrutin proportionnel, dans une circonscription nationale (adopter une nouvelle Charte des droits fondamentaux, de nature contraignante, adoptée par référendum et étendant les pouvoirs de contrôle des citoyens dans la vie économique, sociale et politique à tous les niveaux 	<ul style="list-style-type: none"> refuser le principe de citoyenneté européenne
Éducation / Jeunesse / Culture	<ul style="list-style-type: none"> engager un effort dans la formation des jeunes (réalisation des objectifs de la stratégie de Lisbonne) 		
Élargissement / Relations extérieures	<ul style="list-style-type: none"> création d'une Europe en cercles concentriques permet de repenser la question des frontières: le cercle le plus large aurait vocation à accueillir les pays voisins refus de l'adhésion de la Turquie à l'UE création d'une communauté euro-méditerranéenne d'entraide 	<ul style="list-style-type: none"> coopérer avec la rive sud de la méditerranée développer le co-développement avec l'Afrique favorable à l'adhésion de la Turquie provoquer l'organisation d'une conférence pour la paix au Moyen-Orient, sous l'égide des Nations-Unis 	<ul style="list-style-type: none"> développement de l'Europe des Nations de Brest à Vladivostok



\ Candidats Thèmes \	S. Royal (PS)	N. Sarkozy (UMP)	D. Voynet (Les Verts)
Pol. étrangère / Défense	<ul style="list-style-type: none"> • engager un effort collectif en matière de recherche et de convergence des politiques d'acquisition d'armement, via l'Agence européenne de Défense (AED) • protéger l'industrie de l'armement de la concurrence extérieure • prévoir des coopérations renforcées de la France, avec le Royaume-Uni et l'Allemagne en termes d'équipement, de développement technologique et d'industrie d'armement • mutualiser les efforts en dépenses militaires • ouvrir le débat sur les relations UE-OTAN 	<ul style="list-style-type: none"> • forger une véritable défense européenne, ie. instrument capable d'assurer la paix en Europe et de mener des actions de stabilisation hors d'Europe • la force de protection civile, « casques verts » • la force de dissuasion nucléaire française peut profiter aux voisins européens • renforcer la coopération dans le domaine de l'industrie de la défense via l'AED • favoriser les alliances européennes dans l'industrie de l'armement • rééquilibrer au sein de l'UE les efforts de la France et du Royaume-Uni en matière de défense • faire preuve de pragmatisme concernant la relation UE-OTAN 	<ul style="list-style-type: none"> • relance d'une politique commune dans le domaine de la défense • transfert progressif des forces et équipements de l'armée française vers une armée européenne
Justice et affaires inté- rieures	<ul style="list-style-type: none"> • renforcer les moyens d'Europol et d'Eurojust • création d'une police commune aux frontières extérieures de l'UE 	<ul style="list-style-type: none"> • projet de <i>Pacte européen sur l'immigration</i>, visant à : <ul style="list-style-type: none"> - renforcer les moyens de lutte contre la criminalité transfrontière et l'immigration clandestine - faciliter les extraditions - créer une police européenne des frontières - unifier le système d'examen des demandes d'asile - harmoniser les conditions de regroupement familial - créer des consulats uniques pour les pays de l'espace Schengen - consultation entre États avant toute régularisation massive de clandestins - créer une Agence de co-développement chargée de drainer l'épargne des immigrés vers les projets structurants développés dans les pays d'origine • projet de traité multilatéral sur les migrations internationales 	<ul style="list-style-type: none"> • reconnaître la « citoyenneté européenne de résidence », caractérisée par la suppression des discriminations entre citoyens de l'UE à 15 et les citoyens des nouveaux pays membres • renforcer la coopération avec les pays du Sud
Citoyenneté / Vie démocratique	<ul style="list-style-type: none"> • faire de la citoyenneté une priorité du couple franco-allemand, cf. coopération consulaire, organisation des assises générales des institutions franco-allemandes en 2008 	<ul style="list-style-type: none"> • composer des listes transnationales au sein des partis politiques appartenant à la même famille (PPE, PSE, ALDE,...) pour les élections européennes • vindication par les groupes politiques européens de la personnalité qu'ils soutiennent pour la fonction de président de la Commission 	<ul style="list-style-type: none"> • organiser les élections européennes sur la base d'un scrutin de listes à l'échelle européenne; et à défaut, en France, un scrutin de listes nationales à l'échelle nationale • développer le service volontaire européen • ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires
Éducation / Jeunesse / Culture	<ul style="list-style-type: none"> • offrir le droit à tout jeune en formation de poursuivre un séjour d'étude dans un autre pays européen • créer un campus universitaire franco-allemand 	<ul style="list-style-type: none"> • un semestre de scolarité ou d'étude dans un autre État membre pour chaque jeune • constituer un réseau européen de pôles d'excellence universitaires 	<ul style="list-style-type: none"> • insérer une dimension européenne dans tous les programmes éducatifs nationaux • quintupler le nombre d'étudiants Erasmus, Socrates et Leonardo • harmoniser les diplômes • création d'une grande chaîne de télévision européenne • création d'une équipe olympique européenne • faire du 9 mai un jour férié européen
Élargissement / Relations extérieures	<ul style="list-style-type: none"> • Limiter l'élargissement de l'UE aux candidatures actuelles (gel) • Mise en place d'un partenariat privilégié avec les pays du pourtour méditerranéen, portant sur le co-développement et lutte contre l'immigration clandestine • UE doit prendre l'initiative d'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient • Poursuivre les négociations d'adhésion avec la Turquie. En faveur de son adhésion à l'UE 	<ul style="list-style-type: none"> • donner au concept de « capacité d'absorption » un contenu précis et opérationnel • définition des pays « européens » : Balkans, Islande, Norvège et Suisse; et non-européens : pays du pourtour méditerranéen, euro-asiatiques • Turquie: n'est pas un pays européen. • Systèmes d'association: intégration pour les pays européens; partenariat privilégié pour la Turquie; union méditerranéenne pour les pays du pourtour méditerranéen, pivot d'une stratégie euro-africaine 	<ul style="list-style-type: none"> • favorable à l'adhésion de la Turquie à l'Union • augmenter le niveau de l'aide au co-développement à 0,7% du RNB de l'UE